

Perspectives

N°23/076 – 21 mars 2023

ALGÉRIE – La bonne conjoncture pétrolière améliore la balance des paiements

Après huit années de graves déséquilibres entre 2013 et 2021 (les difficultés macro-économiques ayant culminé lors de la crise sanitaire en 2020), l'économie se stabilise en 2021 et 2022 grâce à la forte hausse des prix du pétrole, qui a produit un petit excédent courant et permis à la fois un redressement des réserves en devises et une probable légère baisse de la dette publique.

Après une récession de 5,1% en 2020 en raison de la crise sanitaire, la croissance du PIB a rebondi à 3,5% en 2021 et à 2,4% au premier semestre 2022. Sur l'ensemble de l'année, **le PIB devrait progresser de 3,2% en 2022, grâce à un prix du pétrole à 105 dollars par baril**. Toutefois, **l'année 2023 devrait être en retrait et décélérer à 2,7%** et retrouver ainsi la moyenne des années 2010 de 2,7% également. C'est un niveau de croissance assez modeste pour un pays dont la population a progressé de 1,9% par an en moyenne au cours des dix dernières années.

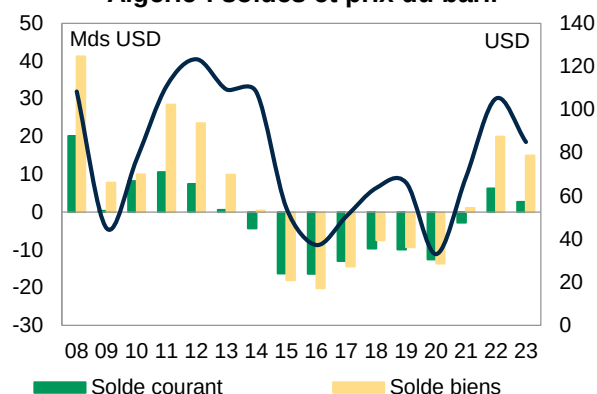
L'impact favorable du redressement des marchés pétroliers sur la balance des paiements est significatif. Effectivement, après des années de déficit, un excédent courant va réapparaître en 2022, il est estimé à ce stade à 6,2% du PIB, et devrait se maintenir à 3,8% en 2023 avec un pétrole à environ 90 dollars par baril. C'est une performance que le pays n'avait plus connue depuis l'année 2012, il y a onze ans, où le prix du pétrole était à plus de 100 dollars par baril.

Cela a aussi un **impact positif sur les réserves en devises**. Après une forte chute en dix ans où elles atteignaient 195 milliards de dollars, elles se redressent fortement à 64 milliards de dollars fin février 2023 grâce au prix élevé des hydrocarbures (105 dollars/baril). La crainte que ces réserves touchent le plancher des trois mois d'importations est donc repoussé à moyen terme, si le prix de l'or noir reste élevé.

Cette amélioration a un effet favorable sur le cours du dinar. Effectivement, le régime de change quasi fixe au dollar pour éviter l'inflation importée s'assimile plutôt à un régime de change glissant rétroactif. Le dinar algérien, après une chute de 16% entre 2020 et 2021 par rapport au dollar, se redresse de 5% depuis l'été 2022, même si le marché noir suggère toujours, début 2023, une forte surévaluation de la devise.

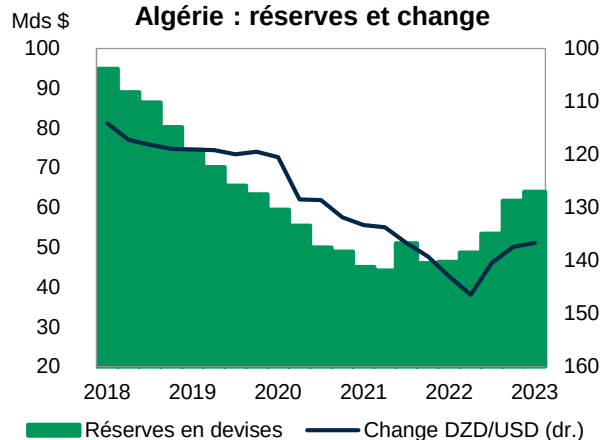
Qu'en est-il de la dette publique ? Elle était passée de 7% en 2014 à 64% du PIB en 2020 et pourrait se contracter à 58% en 2022, grâce à l'amélioration conjoncturelle. Elle restera, comme dans le passé, majoritairement financée par les banques commerciales. Compte tenu de la probable persistance de déficit

Algérie : soldes et prix du baril



Sources : Banque d'Algérie, ICIS, CA S.A.

Algérie : réserves et change



Sources : FMI, Reuters, Crédit Agricole S.A.

budgétaire au cours des prochains exercices, il est encore trop tôt pour envisager une baisse significative de la dette publique à moyen terme.

Les nouvelles sont un peu moins bonnes sur la question de l'inflation. Celle-ci a été en moyenne de 9,7% en 2022 et reste à ce niveau en janvier 2023. À part les dépenses d'éducation, qui sont règlementées, toutes les catégories de biens et de services voient leur prix augmenter fortement et notamment l'alimentaire qui connaît une hausse de 12,4% en un an. Les conséquences sur la situation sociale et sur le pouvoir d'achat des ménages sont difficiles à évaluer, car le prix et la valeur de nombreux biens et services restent fortement contrôlés par l'État et les informations manquent sur l'évolution du chômage en lien avec la conjoncture économique et sociale.

 **Notre opinion** – *Pour l'Algérie, l'absence de dette externe est un avantage macro-économique puissant en cas de nouvelle baisse des prix du pétrole. Mais le risque d'une crise économique reste assez élevé à plus long terme, compte tenu de la trop forte dépendance du pays à sa rente d'hydrocarbures et à son manque de diversification économique, et notamment de ses exportations.*

Article publié le 17 mars 2023 dans notre hebdomadaire [Monde – L'actualité de la semaine](#)

Consultez nos dernières parutions en accès libre sur Internet :

Date	Titre	Thème
20/03/2023	<u>BCE : le débat se déplace du taux d'intérêt d'équilibre vers le concept de taux d'intérêt de stabilité financière</u>	Zone euro
17/03/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
16/03/2023	<u>L'industrie de défense face aux nouveaux défis sécuritaires</u>	Sectoriel
16/03/2023	<u>Amérique latine – Relativiser (même un peu) les effets des resserrements monétaires</u>	Amérique latine
14/03/2023	<u>Royaume-Uni – Après les grèves de décembre, léger rebond du PIB en janvier</u>	Royaume-Uni
14/03/2023	<u>UE – Application des règles budgétaires : un exercice d'équilibriste de la Commission avec des conséquences immédiates</u>	Europe
13/03/2023	<u>Italie – 2022 : la croissance résiste</u>	Italie
13/03/2023	<u>Monnaies Numériques de Banque Centrale, une révolution monétaire en marche</u>	Fintech
10/03/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
09/03/2023	<u>CHIPS Act ou la quête de souveraineté technologique</u>	Semi-conducteurs
07/03/2023	<u>Nigeria – Le nouveau président saura-t-il sortir son pays du tunnel ?</u>	Afrique sub-saharienne
06/03/2023	<u>Brésil – Spéculations manifestes et satisfecit discret</u>	Amérique latine
03/03/2023	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
02/03/2023	<u>La stratégie industrielle de l'Europe face à l'Inflation Reduction Act</u>	Europe, Industrie
01/03/2023	<u>Amérique latine – Panorama des dettes publiques</u>	Amérique latine
28/02/2023	<u>Royaume-Uni : forte amélioration des indices PMI en février</u>	Royaume-Uni
28/02/2023	<u>Israël – Une économie en bonne santé en dépit du politique</u>	Afrique et Moyen-Orient
27/02/2023	<u>La Corée du Sud rattrapée par le déclin démographique</u>	Asie
24/03/2022	<u>Monde – L'actualité de la semaine</u>	Monde
23/03/2022	<u>Entre sécurité nationale et réouverture, Hong Kong cherche encore sa nouvelle voie</u>	Asie
22/02/2023	<u>Brésil – Dans l'attente de nouveaux ancrages</u>	Amérique latine
21/02/2023	<u>Arabie saoudite – Après la très bonne année 2022, comment se présente l'année 2023 ?</u>	Afrique et Moyen-Orient

Crédit Agricole S.A. — Direction des Études Économiques

12 place des États-Unis – 92127 Montrouge Cedex

Directeur de la Publication : Isabelle Job-Bazille

Rédacteur en chef : Armelle Sarda

Documentation : Dominique Petit – **Statistiques :** Alexis Mayer, Jorge Mariano Mamani Soria

Secrétariat de rédaction : Véronique Champion

Contact: publication.eco@credit-agricole-sa.fr

Consultez les Études Économiques et abonnez-vous gratuitement à nos publications sur :

Internet : <https://etudes-economiques.credit-agricole.com/>

iPad : application **Études ECO** disponible sur App store

Android : application **Études ECO** disponible sur Google Play

Cette publication reflète l'opinion de Crédit Agricole S.A. à la date de sa publication, sauf mention contraire (contributeurs extérieurs). Cette opinion est susceptible d'être modifiée à tout moment sans notification. Elle est réalisée à titre purement informatif. Ni l'information contenue, ni les analyses qui y sont exprimées ne constituent en aucune façon une offre de vente ou une sollicitation commerciale et ne sauraient engager la responsabilité du Crédit Agricole S.A. ou de l'une de ses filiales ou d'une Caisse Régionale. Crédit Agricole S.A. ne garantit ni l'exactitude, ni l'exhaustivité de ces opinions comme des sources d'informations à partir desquelles elles ont été obtenues, bien que ces sources d'informations soient réputées fiables. Ni Crédit Agricole S.A., ni une de ses filiales ou une Caisse Régionale, ne sauraient donc engager sa responsabilité au titre de la divulgation ou de l'utilisation des informations contenues dans cette publication.